

LE CHÔMAGE EN U.R.S.S. RÉVÉLÉ PAR DES TEXTES OFFICIELS...

... recueillis par Gr. BALKANSKI ...

Le chômage est un produit sécrété par les structures mêmes du système capitaliste; c'est à la fois un élément indispensable à son fonctionnement, du moins à son stade de développement actuel, et un élément dangereux dans la mesure où son extension n'est pas toujours contrôlable.

C'est ainsi qu'en France par exemple, le 5^{ème} plan table sur une «*détente*» de l'emploi pour pouvoir faire pression sur le marché du travail et comprimer la masse salariale.

Parler de «*capitalisme*» à propos de l'U.R.S.S. semble difficile si on prétend garder aux mots leurs signification réelle; en effet la nouvelle classe dominante ne possède pas à titre privé des capitaux qu'elle pourrait placer où bon lui semblerait, mais, ce qui dans la pratique revient au même, elle détient la force nécessaire pour s'approprier en tant que classe la plus-value résultant de l'exploitation des travailleurs.

Si nous ajoutons à cela que le «*capitalisme*» peut lui aussi être planificateur, «*dirigiste*», et procéder à des nationalisations sans que cela entraîne, ni une atténuation de l'exploitation, ni une gestion ouvrière de l'économie, nous voyons se corroborer les analyses anarchistes qui depuis longtemps démontrent la similitude (nous ne disons pas l'identité) des systèmes économiques de l'Est et de l'Ouest. Nous ne saurions donc nous étonner outre mesure des révélations, par ailleurs très intéressantes, que nous apporte cet article. Cela ne peut qu'affermir notre volonté de lutter avec la même détermination contre les deux systèmes, celui du «*Monde libre*» qui n'a rien de libre et celui du «*Monde communiste*» qui n'a rien de communiste.

Notons au passage que les U.S.A. ont trouvé un expédient pour réduire de plus de deux millions le nombre de leurs chômeurs: le Vietnam. L'U.R.S.S. ne s'inspirera-t-elle pas de cette recette?

TOM.

Il s'agit, d'abord, du chômage. Pour nous, ce n'est pas une découverte. Nous connaissions son existence et il y a longtemps que nous l'avons dénoncé. Mais, le «*Monde libre*» ne voulait pas y croire. Même des économistes réputés se refusaient d'admettre la possibilité du chômage dans une économie en croissance rapide. Nos avertissements n'avaient pas de poids parce qu'émis par des réfugiés, donc, par des ennemis privés, par définition, d'impartialité. Les seuls renseignements valables ne pouvaient être que les aveux dans les déclarations officielles ou implicitement exprimés dans la presse du régime.

Et voilà que l'heure de la vérité est arrivée. La presse occidentale signale («*Le Monde*» du 28 août 1965), un article significatif paru dans la revue soviétique «*Voprossy Ekonomiki*» (juin 1965, n°6, pp.23-30). Le chômage est implicitement reconnu. Mais cette presse ne sait ou ne veut pas reproduire les chiffres et les passages les plus révélateurs.

L'auteur de l'article, E. Manevitch, écrit textuellement:

«Parallèlement à la pénurie de main-d'œuvre dans les zones orientales, il y a, dans certaines régions, un nombre peu négligeable de personnes adultes aptes au travail, non utilisées dans la production sociale. Il s'agit, non seulement des femmes entièrement ou partiellement occupées à la maison, mais d'un nombre considérable d'hommes - jeunes et adultes - occupés aussi dans l'économie familiale et auxiliaire.

Dans certaines grandes villes, en particulier dans les zones industrielles du Centre, il y a excédent de

main-d'œuvre... On constatait déjà, au début du septembre la présence de ressources de main-d'œuvre inutilisées à Leningrad, Odessa, Moscou et dans d'autres grandes villes. Depuis, l'accroissement de la population active s'est manifesté dans des villes de moindre importance, surtout en Transcaucasie, en Biélorussie, dans les zones du Centre et du Tchernozem et celles du Sud-Ouest, dans les républiques de l'Asie centrale, ainsi qu'en Moldavie et en Lituanie. Dans ces zones et dans d'autres régions, des effectifs de travailleurs rencontrent des difficultés pour trouver un emploi dans leur spécialité... Alors que la population active non occupée dans la production sociale constitue de 6 à 7% à Moscou et à Leningrad et atteint 20%, en moyenne, pour l'ensemble de l'URSS, en Sibérie, elle s'élève à 26% et, dans certaines villes de cette région, à plus encore».

Nous prions le lecteur de relire ces passages que nous soulignons, de rafraîchir un peu ses connaissances géographiques et de retenir les pourcentages pour se rendre compte de l'ampleur du chômage dont le terme précis est omis. C'est la majeure partie et les zones les plus industrialisées de l'URSS qui en souffrent et dans quelles proportions! C'est inimaginable!

Et ce n'est pas tout. En parlant de l'évolution inévitable dans un monde en voie d'industrialisation rapide conduisant à la libération de main-d'œuvre, c'est-à-dire au chômage, et imposant une nouvelle formation et orientation professionnelle, ce qui arrive *«dans toutes les entreprises socialistes»*, Manevitch fait une autre révélation plus importante encore que celle concernant le chômage proprement dit.

Le chômage camouflé

«Cependant, précise-t-il, à la suite d'une série de causes, la réduction de la main-d'œuvre se ralentit et se prolonge. Cela s'explique en partie par l'extension des entreprises, par le passage à la journée de travail réduite, par le désir de l'administration de garder en "réserve" un certain nombre d'ouvriers. Cette attitude est stimulée dans une certaine mesure, par le régime actuel d'encouragement matériel des cadres dirigeants, ainsi que de l'ensemble du personnel car le traitement des ingénieurs et des techniciens, le montant des primes pour l'émulation socialiste et d'autres formes d'encouragement sont établis en raison directe du nombre des ouvriers et des employés... L'administration des entreprises est contrainte par les faits à maintenir à leurs postes les ouvriers et les employés superflus».

Peut-il y avoir des paroles plus claires que celles-ci. La mécanisation et l'automatisation dont on chante tous les mérites en U.R.S.S. peuvent en vain restreindre les besoins en main-d'œuvre, les directeurs des usines gardent en réserve les ouvriers et les employés superflus car leur nombre gonflé dans les entreprises correspondantes permet de toucher des traitements et des primes plus élevés. Ce n'est autre chose que le chômage camouflé bien connu dans l'agriculture des pays sous-développés et dans certains pays capitalistes moins développés, si sévèrement critiqué par les marxistes. Manevitch nous révèle une nouvelle forme de chômage inconnu dans l'industrie d'aucun pays du monde capitaliste. Une telle économie pourrait-elle être considérée économique?

D'après une enquête que le même auteur a effectuée dans soixante entreprises industrielles à Moscou et qui comprenait quinze entreprises de l'industrie mécanique et vingt et une de l'industrie chimique (du *«chaînon conducteur»*, selon la terminologie soviétique), malgré la mécanisation et l'automatisation, le personnel et surtout les ouvriers, augmentaient chaque année (sans que la production augmente dans la même proportion - précise Manevitch). Ces entreprises: *«emploient souvent beaucoup de personnes dont elles n'ont nullement besoin; les ouvriers sont insuffisamment employés et ils sont utilisés parfois à l'exécution de travaux n'ayant aucun rapport avec la production... La perte en temps de travail, en 1961, dans l'industrie, s'élevait à 231 millions de journées»*. Dans une note (manière habituelle des Soviétiques pour dire et camoufler à la fois les choses les plus importantes), l'auteur précise que la perte réelle est supérieure car les arrêts ne dépassant pas *«30 minutes ne sont pas comptés»*.

C'est aussi dans une telle note que le même auteur abordant la fluidité de la main-d'œuvre, qui coûte annuellement une perte de 2 milliards de roubles, dans laquelle il cherche une des causes du chômage, laisse entendre que: *«si entre 1953 et 1958, le nombre des kolkhoziens dans la République russe s'est réduit de 400.000, soit de 4%, entre 1959 et 1961, cette diminution était de 3.100.000, soit de 27%»*. En trois ans, le tiers presque des membres des collectivités agricoles a quitté la terre partant vers les branches non agricoles pour aggraver le chômage déjà signalé.

Les observateurs occidentaux ont passé sous silence une troisième révélation importante. Manevitch parle aussi de pénurie de main-d'œuvre, *«en particulier - précise-t-il - dans les régions orientales du pays»*.

Il est question de la Sibérie orientale, de la Sibérie occidentale et de l'Extrême-Orient «représentant 50% du territoire de l'U.R.S.S. et seulement 10% de la population totale du pays» - régions que les Soviétiques s'efforcent de développer pour des raisons, en partie, stratégiques (le «danger jaune»). Staline y prolongeait l'ancienne politique de peuplement des tsars avec ses camps de concentration très nombreux en Sibérie. Ses successeurs continuent l'œuvre entreprise par des moyens moins brutaux. Seulement, les déplacés ne veulent pas y rester et ils partent pour aggraver plus encore le chômage dans les zones industrielles du Centre car ils ne retournent plus à la campagne.

«Les départs de ces régions (c'est Manevitch qui parle), ne cessent pas... L'accroissement total de la population de la Sibérie est un peu inférieur à son accroissement naturel, c'est-à-dire que le nombre des départs était supérieur à celui des arrivées».

Retour à "l'individualisme"?

D'autre part, lorsqu'il ne s'agit pas de déplacements forcés ou «volontairement» imposés, mais d'une migration spontanée, d'exode pur et simple ou de fuite systématique des collectivités agricoles - et c'est justement la troisième révélation - ces départs (ou arrivées de la Sibérie) sont dirigés vers le Caucase du nord et dans la zone centrale de Tchernozem, où ils forment des «exploitations individuelles». (Est-ce un retour au «capitalisme» ou une résistance forcenée des paysans?). «Entre 1959 et 1961, un cinquième de l'accroissement total de la population de la République russe se réalise dans le Caucase du nord, bien que la population de cette région ne représente que le dixième de la population de la République. C'est justement; ce fait qui explique pourquoi aujourd'hui un cinquième environ de la population active du Caucase du nord est occupé dans l'économie individuelle et ne participe pas à la production «sociale».

Qu'est-ce que cela veut dire? Les paysans russes mécontents des kolkhozes, ne voulant pas aller ou demeurer en Sibérie, ni accepter l'existence de salariés dans l'industrie, s'installent sur de petites parcelles dans les riches terres de tchernozem et dans le climat plus favorable du Caucase du nord. Au prix d'un travail épuisant et par des cultures intensives, ils produisent davantage et gagnent mieux leur vie. Les autorités ne doivent pas être trop mécontentes de cette évolution qui compense les échecs de la production agricole collective et paraissent fermer les yeux, provisoirement au moins.

Savez-vous, lecteurs occidentaux, que dans le monde appelé socialiste, il n'y a aucun fonds de chômage, ni d'organisme d'enregistrement et de placement de la main-d'œuvre? Certainement pas. C'est d'ailleurs dans la logique du régime. Si le chômage n'existe pas (au moins officiellement), pourquoi doit-on prévoir un secours aux chômeurs et s'occuper de leur placement? Manevitch nous le dit et il nous révèle ainsi l'un des plus graves drames de la réalité soviétique. Passons-lui la parole.

«Il est évident qu'il faut, sans plus tarder, créer des organismes spéciaux qui prennent à leur charge le placement des ouvriers et des employés, permettant de libérer de la main-d'œuvre superflue».

Et il complète, encore en note soulignée: «A l'heure actuelle, il n'y a pas, même dans les grandes villes industrielles, d'organismes spéciaux qui évaluent les besoins en main-d'œuvre, qui possèdent les données nécessaires sur le nombre disponible d'ouvriers demandant un emploi et qui s'occupent de la répartition permanente de la main-d'œuvre». Et cela s'appelle économie planifiée.

Manevitch de suggérer encore:

«Il serait raisonnable d'assurer matériellement d'une façon déterminée les ouvriers et les employés pendant le temps où les organismes respectifs s'occuperaient de leur placement. Si l'on évaluait les sommes que l'État dépense pour payer les ouvriers et les employés superflus dans les entreprises (sans parler du fait que la présence de ces travailleurs superflus est un obstacle à l'amélioration de la productivité), il deviendrait évident que cette assurance matérielle est entièrement justifiable du point de vue économique».

Les capitalistes l'ont mieux compris, en instituant le fonds de chômage.

La dernière révélation de Manevitch concerne le domaine des services où l'ignorance (avec le silence des économistes et le malheur des usagers) régnait jusqu'ici en maître absolu sur les vastes terres de l'U.R.S.S.

Il est archi-connu que l'évolution économique contemporaine mène vers le rétrécissement relatif des emplois dans le domaine de la production et vers l'extension des services. L'U.R.S.S. ne voulait pas le savoir et

s'opposait obstinément à cette évolution. Les emplois dans ce domaine sont très insuffisants et la population de tous les pays socialistes est très mal desservie. C'est justement dans ce domaine, comme dans l'agriculture, que l'échec du bolchevisme est le plus flagrant.

«Cependant, il n'est pas rare de constater dans nos ouvrages sur l'économie que l'augmentation des emplois dans la sphère productive et leur réduction dans les services sont présentées comme un "avantage" particulier de notre économie socialiste».

Ce terrible aveu mériterait à son auteur un grain de plomb dans la nuque, si Staline était encore au pouvoir.
